economiesuisse

Diktat sur les salaires : le refus catégorique du peuple suisse

Avec environ les deux tiers des voix contre l'initiative 1:12, le peuple suisse a dit clairement non à un diktat de l'Etat sur les salaires. Refusant de s'infliger un auto-goal, il s'est prononcé en faveur du modèle économique suisse et de ses avantages: le plein emploi et la prospérité. Malgré ce revers cuisant, les syndicats et la Gauche réclament déjà, avec l'initiative sur les salaires minimums, un nouveau diktat salarial de l'Etat qui remet en cause le partenariat social et la place économique suisse.
Ce dimanche de votations montre que les citoyennes et citoyens ont perçu, en dépit d'une campagne à haute teneur émotionnelle, qu'ils seraient tous perdants en acceptant l'initiative 1:12 des Jeunes
socialistes, car elle aboutirait à un diktat de l'Etat sur les salaires, à des hausses d'impôts et de cotisations AVS et à un surcroît de bureaucratie aux dépens de toutes les entreprises.

La défaite des auteurs de l'initiative montre aussi que le peuple suisse croit au partenariat social, à un marché du travail libéral et à des chefs d'entreprise conscients de leur responsabilité. Ces
entrepreneurs jouissant d'une forte crédibilité ont contribué dans une large mesure au rejet de l'initiative 1:12. Et ils sauront aussi, lors de la votation sur les salaires minimums, démontrer de façon convaincante qu'il vaut mieux pouvoir négocier les salaires entre travailleurs, employeurs et syndicats que d'être soumis à un diktat de l'Etat.

Les premières personnes à subir les effets négatifs d'un salaire minimum prescrit par l'Etat seraient les jeunes entrant sur le marché du travail et celles se situant au plus bas de l'échelle des
performances et des qualifications. Leurs emplois seraient menacés, surtout dans les régions et les branches structurellement faibles. Car un salaire minimum qui serait le plus élevé du monde entraînerait la délocalisation des emplois à bas salaires ou leur suppression pour cause de restructuration, des difficultés accrues pour accéder à la vie professionnelle et une extension du travail au noir. Les partisans de l'initiative sur des salaires minimums veulent protéger les personnes exposées, mais ils obtiendraient exactement le contraire. L'acceptation de cette initiative marquerait la fin du partenariat social et d'un marché du travail libéral qui a fait ses preuves.